

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/GC/W/90

14 juillet 1998

(98-2779)

**Conseil général
15 juillet 1998**

LES ACCORDS DE L'OMC ET LE COMMERCE ÉLECTRONIQUE

La présente note a été préparée par le Secrétariat pour faciliter le débat des Membres sur les questions liées au commerce qui se rapportent au commerce électronique mondial, conformément à la Déclaration ministérielle sur le commerce électronique mondial. On y examine brièvement de quelle manière les Accords de l'OMC et les programmes de travail déjà convenus se rapportent au commerce électronique mondial. La présente note ne préjuge aucunement de l'éventail des questions que les Membres pourraient souhaiter examiner.

L'Accord général sur le commerce des services

Introduction

1. Le commerce international des services s'effectue dans une large mesure et de plus en plus par voie électronique. En effet, la révolution informatique a fait en sorte que de nombreux services, auparavant considérés comme essentiellement non échangeables, sont aujourd'hui considérés comme éminemment échangeables et susceptibles de contribuer de manière importante au commerce international et au développement international. Plus que n'importe quel autre facteur, elle a chassé la vieille idée fausse selon laquelle la notion même de "commerce des services" était contradictoire. Le commerce transfrontières en particulier a été grandement facilité par la disponibilité de moyens de livraison électroniques et la facilité avec laquelle des produits peuvent être transformés en flux de données numérisées. La négociation de l'AGCS a établi le premier cadre juridique international et abouti à des engagements multilatéraux qui permettront à ces échanges de s'effectuer dans des conditions sûres.

2. S'agissant du commerce des services, le commerce électronique peut être défini comme comprenant trois sortes d'opérations différentes, qui doivent toutes être examinées:

- a) la prestation de services d'accès à l'Internet - c'est-à-dire la possibilité qui est donnée aux entreprises et aux consommateurs d'avoir accès au réseau Internet;
- b) la fourniture électronique de services, c'est-à-dire les opérations au terme desquelles des produits sont livrés au client sous forme de flux de données numérisées;
- c) l'utilisation du réseau Internet comme canal de distribution permettant d'acheter électroniquement des marchandises et des services qui sont livrés ultérieurement au consommateur sous forme non électronique.

Cadre juridique

3. L'AGCS s'applique à tous les services à l'exception de ceux qui sont fournis dans l'exercice du pouvoir gouvernemental ainsi qu'à toutes les mesures qui affectent la fourniture de services. Le

commerce des services y est défini comme la fourniture d'un service suivant l'un ou l'autre des quatre modes mentionnés à l'article premier.¹ Ces modes de fourniture établissent des distinctions entre les opérations en fonction de la présence territoriale du fournisseur et du consommateur de services. Aucune distinction n'est faite dans l'Accord entre les différents moyens technologiques qui peuvent être mis en œuvre pour fournir un service: peu importe que le service soit fourni personnellement, par courrier, par téléphone ou par l'Internet. La fourniture de services par des moyens électroniques est donc visée par l'Accord au même titre que tous les autres modes de fourniture. Comme dans l'ensemble du système de l'OMC, le régime juridique auquel est soumise une opération donnée dépend de la nature du produit qui est négocié et non de la technique de production ou du mode de livraison; ainsi, s'il était convenu qu'une catégorie quelconque de produits livrés électroniquement - jusqu'ici non classifiés - seraient désormais classifiés et traités comme des marchandises, l'importation de ces produits serait soumise à toutes les consolidations tarifaires ou autres obligations au titre du GATT qui pourraient être d'application.

4. Les obligations juridiques de l'AGCS s'appliquent à toutes les mesures qui affectent la fourniture de service; l'expression "qui affectent" a été interprétée² comme englobant non seulement les mesures qui régissent directement la fourniture d'un service mais aussi les mesures qui l'affectent indirectement. Les mesures qui affectent la fourniture électronique des services sont des "mesures qui affectent le commerce des services" au sens de l'article premier de l'AGCS; il en serait de même si elles s'appliquaient à la fourniture d'un service par un autre moyen. Ainsi, une imposition à l'importation d'un service par voie électronique - "importation" s'entendant ici des opérations effectuées selon l'un ou l'autre mode de fourniture - serait une mesure qui affecte le commerce des services. Cela signifie que lorsqu'un Membre a inscrit dans sa Liste un engagement concernant un service donné, il ne peut frapper ce service d'une imposition à l'importation, que l'importation soit faite électroniquement ou autrement, si cette imposition compromet le niveau d'accès garanti dans sa Liste.

5. Le cadre juridique de l'AGCS renferme deux sortes de dispositions: des obligations générales et des engagements spécifiques. Certaines obligations générales s'appliquent à tous les services, qu'ils aient fait ou non l'objet d'engagements en matière d'accès aux marchés. Parmi les plus importantes, signalons les dispositions qui concernent le traitement NPF, la transparence, la réglementation intérieure, la participation des pays en développement, les monopoles et les fournisseurs exclusifs de services. D'autres obligations générales ne s'appliquent qu'aux secteurs au sujet desquels un Membre a pris des engagements spécifiques. Mentionnons entre autres certaines disciplines concernant la réglementation intérieure et le comportement des monopoles, les paiements et transferts et, ce qui est particulièrement pertinent en ce qui concerne le commerce électronique et les fournisseurs d'accès à l'Internet qui le rendent possible, les dispositions de l'Annexe sur les télécommunications qui garantissent aux fournisseurs de services inscrits dans les listes l'accès aux réseaux et services publics de télécommunication et l'usage de ces réseaux et services. Le deuxième volet de ce cadre juridique comprend les engagements spécifiques en vue d'accorder l'accès au marché et le traitement national aux fournisseurs étrangers du service indiqué, sous réserve des limitations qui peuvent être inscrites dans la Liste. L'engagement en matière de traitement national s'applique à toute mesure qui affecte la fourniture du service en question.

¹ Les quatre modes de fourniture sont les suivants: 1) la fourniture transfrontières, lorsque le service est fourni depuis le territoire d'un Membre à destination du territoire d'un autre Membre; 2) la consommation à l'étranger, lorsque le consommateur achète un service qui est fourni sur le territoire d'un autre Membre; 3) la présence commerciale, qui permet au fournisseur de services d'un Membre d'établir une filiale ou une succursale sur le territoire d'un autre Membre pour fournir un service; et 4) la présence de personnes physiques, lorsque le service est fourni par une personne qui travaille sur le territoire d'un autre Membre.

²Voir le rapport du Groupe spécial chargé de l'affaire "Communautés européennes - Régime applicable à l'importation, à la vente et à la distribution des bananes - Plainte déposée par les États-Unis" (WT/DS27/R/USA).

6. Comme le commerce électronique peut pratiquement supprimer la distance entre le fournisseur et le consommateur, il est peut être naturel de le concevoir essentiellement en termes de commerce transfrontières: modes 1 (fourniture transfrontières) et 2 (consommation à l'étranger) de l'AGCS. Mais il importe aussi de ne pas oublier que les modes 3 et 4 s'appliquent aussi à la fourniture électronique du service. Une société qui fournit des services financiers, par exemple, au titre d'un engagement portant sur le mode 3, pourrait fournir ses services électroniquement sauf indication contraire dans la Liste. Dans de nombreux secteurs de services, cette dimension est tellement importante qu'un engagement qui exclurait la fourniture électronique n'aurait guère de valeur. De même, suivant le mode 4, un professionnel qui fournit un service sur le territoire d'un autre Membre a le droit de fournir son service avec des moyens électroniques.

Services d'accès au réseau Internet

7. Le commerce électronique suppose l'accès au réseau Internet. Ces dernières années, on a vu apparaître ce qui est essentiellement un nouveau service - l'accès payant à Internet - qu'il ne faut pas confondre avec la fourniture d'autres services au moyen d'Internet. Des entreprises offrent l'accès à l'Internet contre le paiement de frais qui sont très faibles sur les marchés concurrentiels. Pour ce faire, elles doivent avoir accès à des réseaux de télécommunication, habituellement au moyen de circuits loués. Dans de nombreux pays où la fourniture des services de télécommunication est encore un monopole public, le fournisseur monopolistique est probablement le seul fournisseur d'accès à l'Internet. Dans les pays qui ont libéralisé leur régime de télécommunication, des fournisseurs concurrents peuvent offrir un accès au Web ainsi que différentes gammes de services d'appoint. Dix Membres ont pris des engagements explicites concernant la fourniture de ces services dans le cadre des négociations sur les télécommunications de base. Ces engagements explicites sont manifestement nécessaires lorsque la plupart des services de télécommunication sont soumis à un monopole ou à d'autres limitations en matière d'accès, mais que l'on souhaite libéraliser l'accès à l'Internet. Les Membres qui se sont engagés à libéraliser complètement leurs services de télécommunication de base n'ont pas eu le sentiment, de manière générale, qu'il était nécessaire d'indiquer les services d'accès à l'Internet, parce qu'ils avaient énuméré un certain nombre de services souvent offerts sur l'Internet. Il semble que dans certains cas le statut des fournisseurs d'accès à l'Internet par rapport aux droits et obligations découlant de l'AGCS mériterait un examen plus approfondi. Comme pour tous les autres services, l'absence d'engagements ne signifie pas évidemment qu'il est impossible pour les fournisseurs d'accès à l'Internet d'avoir accès au marché; cela peut parfois vouloir dire que la fourniture du service n'est pas autorisée, mais cela peut également signifier uniquement que l'accès n'est pas garanti à long terme.

8. Dans le contexte des négociations sur les télécommunications de base, le Président a proposé en janvier 1997 une note interprétative qui a été adoptée par le Groupe des télécommunications de base et annexée au rapport que celui-ci a présenté au Conseil des services; le principe voulant que les engagements soient neutres du point de vue technologique y était confirmé: faute d'indication contraire, il était présumé que les engagements portaient sur les services locaux, à grande distance et internationaux d'usage public et non public, par la mise à disposition d'installations ou par revente et en utilisant n'importe quel moyen technologique (câble, moyens radioélectriques, satellite, Internet, etc.). Il y était aussi indiqué que, sauf indication contraire, les engagements concernant les services de circuits loués privés donneraient aux fournisseurs la possibilité de vendre ou de louer n'importe quel type de capacité de réseau aux fins de la fourniture des services énumérés au sujet de tout autre sous-secteur des services de télécommunication.

9. L'article VIII de l'AGCS, qui traite des monopoles et des fournisseurs exclusifs de services, comporte des disciplines concernant les pratiques discriminatoires et anticoncurrentielles ainsi que d'autres pratiques qui compromettraient les engagements spécifiques si les fournisseurs monopolistiques y avaient recours. Il pourrait obliger les gouvernements à faire en sorte que les fournisseurs exclusifs de services Internet (les monopoles nationaux de télécommunication, par

exemple) n'aillent pas à l'encontre des engagements qui ont été pris concernant d'autres services qui sont fournis via l'Internet. En outre, lorsque des fournisseurs d'accès à l'Internet qui sont en concurrence se voient accorder l'accès au marché, l'article VIII et l'Annexe sur les télécommunications les obligent à donner un accès raisonnable et non discriminatoire aux circuits loués qu'ils ont demandés. La grande majorité des participants aux négociations sur les télécommunications de base ont pris des engagements additionnels relativement aux pratiques des principaux fournisseurs de services de télécommunication. Les principes inscrits dans le "Document de référence" concernant le cadre réglementaire, que la grande majorité des participants aux négociations sur les télécommunications de base ont repris dans leurs listes, régissent le subventionnement croisé anticoncurrentiel, les modalités d'interconnexion, le mauvais usage des renseignements, les critères en matière de licences, la transparence et d'autres questions relatives à la prévention de l'utilisation abusive d'une position dominante sur le marché.

Fourniture de services par voie électronique

10. La plus grande partie du commerce intérieur et du commerce international effectuée sur l'Internet consiste à vendre des services. Dans la présente section, nous examinons la fourniture d'un service au client sous forme numérisée – c'est-à-dire lorsque toute l'opération se fait électroniquement. Il est impossible de quantifier la valeur des services vendus de cette façon parce que, outre les insuffisances bien connues des statistiques sur les services, la plupart des opérations effectuées sur l'Internet ne sont pas comptabilisées; on peut néanmoins avoir une idée de l'ampleur considérable de la fourniture de services par voie électronique à partir du simple fait que l'immense majorité des opérations en devises et des opérations sur titres s'effectue de manière électronique. De nombreux services peuvent être fournis de manière électronique mais pour certains, la fourniture par voie électronique revêt une importance particulière: mentionnons entre autres les services financiers, les télécommunications, l'industrie du spectacle et de nombreux services professionnels.

11. Depuis longtemps, la banque électronique et le commerce électronique des valeurs mobilières sont la norme pour ce qui est des transactions entre établissements financiers et le phénomène est en train de gagner les entreprises. La plupart des grandes bourses de valeurs mobilières et de produits dérivés dans le monde mettent à disposition des moyens de transaction électroniques; le règlement et la compensation des transactions financières sont également effectués de manière électronique. Par contre, au niveau de détail, seules quelques grandes banques dans le monde offrent déjà des services en ligne. Cette situation devrait évoluer rapidement, car on estime qu'il coûte plus de 100 fois plus cher d'effectuer une opération à un guichet traditionnel qu'en ayant recours à l'Internet. Dans le secteur de l'assurance, les ventes et les services en ligne devraient remplacer la plupart des ventes qui sont habituellement effectuées par l'intermédiaire de courtiers ou par téléphone. Diverses formes de conseils financiers et de services personnels se prêtent bien à une prestation électronique, mais la vitesse à laquelle elles se développeront pourrait dépendre de la sécurité et de la confidentialité des transactions financières effectuées sur l'Internet.

12. Les services de télécommunication sont un élément essentiel de l'infrastructure nécessaire au commerce électronique et les engagements pris au titre de l'AGCS concernant les services de télécommunication ont une grande importance lorsqu'il s'agit de garantir l'accès à cette infrastructure. L'Internet, perçu à l'origine comme un service informatique, est aujourd'hui largement considéré comme un service de télécommunication du fait de la convergence des techniques de télécommunication et des techniques informatiques. Les services de télécommunication font eux aussi partie des services qui peuvent être fournis au moyen de l'Internet. Conformément à ce qu'il a été convenu au sujet de la neutralité, du point de vue technologique, des engagements concernant les télécommunications de base, les engagements portant sur la téléphonie vocale, la télécopie et la transmission de données, par exemple, comprennent la fourniture de ces services sur l'Internet, sauf indication contraire dans la Liste. Nous avons déjà souligné à ce sujet la pertinence de l'Annexe sur les télécommunications et du Document de référence sur les principes réglementaires.

13. De plus en plus, des services professionnels, y compris toutes les formes de services de consultation, de services comptables, de services médicaux et de services d'éducation, sont offerts en ligne. N'importe quel service informationnel est susceptible d'être fourni par voie électronique; la possibilité pour les particuliers et les petites entreprises d'avoir accès à l'Internet devrait permettre aux professionnels indépendants et aux petites entreprises d'entrer en concurrence plus facilement sur les marchés internationaux.

Le commerce électronique en tant que forme de service de distribution

14. Dans la section qui précède, nous avons traité des produits qui peuvent être livrés électroniquement. Il importe de faire la distinction entre cette forme et une autre forme de commerce électronique: lorsque des marchandises et des services qui ne peuvent être fournis par voie électronique sont commandés et payés en ligne avant d'être livrés au client sous une forme tangible. L'étape électronique de ces opérations est une forme de service de distribution – de gros ou de détail – qui se développe très rapidement. Jusqu'ici, la plus grande partie de ces opérations a été de loin le fait d'entreprises; les sociétés effectuent de plus en plus leurs commandes et leurs achats en ligne. Cependant, les consommateurs ordinaires font de plus en plus eux aussi du chalandage électronique. Aux supermarchés en ligne ont succédé des détaillants spécialisés et des grossistes de produits de toutes sortes. Les engagements pris au titre de l'AGCS concernant les services de distribution comprennent la distribution électronique, c'est-à-dire le droit d'offrir et de vendre des marchandises et des services sur l'Internet.

15. Du point de vue juridique, il n'y a aucune différence entre le fait d'acheter des marchandises par voie électronique ou le fait de les commander et de les payer par téléphone ou par courrier. Si les marchandises commandées sont importées, l'importation sera soumise à toutes les consolidations tarifaires ou autres obligations au titre du GATT qui sont d'application. Les droits de douane qui s'appliquent aux marchandises ou aux services importés de cette façon ne sont pas visés par l'engagement de statu quo concernant la perception de droits de douane sur les transmissions électroniques, qui a été pris à la deuxième Conférence ministérielle en mai 1998.

16. Des services qui ne peuvent être fournis électroniquement sont offerts et achetés sur l'Internet à grande échelle. Par exemple, les réservations pour des voyages, les réservations de chambres d'hôtel et la vente de billets d'avion sont des formes de distribution électronique qui connaissent un essor considérable et rapide. La vente et la commercialisation de services de transport aérien et de services de systèmes informatisés de réservation sont deux des sous-secteurs de l'industrie des transports aériens qui sont visés par l'AGCS et qui dépendent dans une très large mesure de l'accès à l'Internet.

17. Il ne faut pas oublier qu'en prenant un engagement concernant les services de distribution, un pays ne s'engage pas à autoriser la fourniture de n'importe quel service ou marchandise qui peut être mis en vente sur l'Internet. Il est bien entendu possible d'acheter sur l'Internet des marchandises dont l'importation est prohibée et des services pour lesquels le pays de l'acheteur n'a pris aucun engagement en matière d'accès au marché. De la même manière, un engagement concernant la libéralisation complète des télécommunications de base confère le droit de fournir des services de télécommunication; il n'autorise pas la fourniture de n'importe quel service - les services bancaires, par exemple - qui peuvent être fournis par téléphone.

Dispositions prévoyant des exceptions

18. L'article XIV de l'AGCS renferme des exceptions générales qui intéressent évidemment le commerce électronique. Cet article permet aux Membres de prendre n'importe quelle mesure qu'ils jugent nécessaire pour réaliser certains objectifs d'intérêt public, dont la protection de la moralité publique et le maintien de l'ordre public. Comme les deux formes de commerce électronique - la fourniture de services en ligne et la vente de gros ou de détail de marchandises ou de services par voie électronique - dépendent dans une certaine mesure de la sécurité et de la confidentialité des communications, il convient de noter que l'article XIV c) permet aux Membres de prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger la confidentialité des données personnelles des particuliers ainsi que le caractère confidentiel des dossiers et comptes personnels et prévenir les pratiques frauduleuses ou de nature à induire en erreur.

L'article XIVbis comporte des exceptions semblables concernant les mesures qu'un Membre juge nécessaire pour protéger ses intérêts essentiels en matière de sécurité. Comme les autres dispositions qui prévoient des exceptions, l'article XIV comporte un garde-fou pour éviter les abus, en ce sens que les mesures prises au titre de cet article peuvent être contestées par d'autres Membres au motif qu'elles ne sont pas nécessaires ou qu'elles sont plus restrictives que nécessaires pour parvenir à l'objectif déclaré. Elles ne doivent pas non plus être appliquées de façon à constituer soit un moyen de discrimination injustifiable entre les Membres, soit une restriction déguisée au commerce des services.

Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce

Introduction

19. Le développement escompté du commerce électronique est étroitement lié à l'importance croissante que revêt la propriété intellectuelle. En effet, une grande partie des échanges *via* l'Internet et les autres réseaux téléinformatiques consistent dans la vente de renseignements, de produits culturels et de technologies protégés par des droits de propriété intellectuelle, ou l'octroi de licences dans ces domaines. La vente de livres est devenue l'une des formes de commerce par l'Internet les plus populaires et la vente d'autres produits, comme les enregistrements sonores, se développe. Si de nombreux livres, disques compacts ou films commandés par l'Internet sont encore livrés par courrier, l'Internet sert de plus en plus à livrer les produits aux clients. Il est couramment utilisé les nouvelles, les articles et d'autres informations commerciales et techniques, et une part croissante des logiciels sont vendus par son intermédiaire. Lorsque la capacité des réseaux et des équipements des utilisateurs finals le permettra, les réseaux téléinformatiques seront de plus en plus utilisés pour livrer des produits comme des enregistrements sonores et des films directement chez les particuliers.

20. La présente note traite principalement de questions en rapport avec le commerce effectué par les réseaux téléinformatiques mais il est à noter que la propriété intellectuelle joue un rôle important dans le développement de l'infrastructure de ces réseaux, c'est-à-dire des logiciels, du matériel et des technologies qui constituent les autoroutes de l'information. Elle assure la protection des résultats des investissements dans la mise au point de nouvelles technologies de l'information et des communications offrant ainsi les incitations et les moyens nécessaires pour financer la recherche-développement destinée à améliorer ces technologies. En outre, un régime de propriété intellectuelle qui fonctionne bien facilite le transfert des technologies de l'information et des communications sous la forme d'investissement étranger direct, de coentreprises et de licences. Les dispositions de l'Accord sur les ADPIC sont censées contribuer à promouvoir l'innovation

technologique et à faciliter le transfert et la diffusion des technologies au profit aussi bien des producteurs que des utilisateurs de connaissances techniques.³

21. Les technologies de l'information et des communications influenceront sur la façon dont la propriété intellectuelle est administrée et gérée. Elles sont de plus en plus utilisées pour accroître l'efficacité des offices nationaux, régionaux et internationaux de propriété intellectuelle (offices de brevets et de marques) et accroître la coopération entre ces offices. Les clients en profiteront puisqu'ils bénéficieront de services de meilleure qualité, plus rapides, par exemple de délais pour courts pour l'acquisition des droits de propriété intellectuelle et d'un meilleur accès aux renseignements sur la propriété industrielle.⁴ L'un des objectifs fondamentaux du système des brevets est de faciliter la diffusion des connaissances techniques. Les réseaux de communications peuvent être utilisés pour faciliter l'accès, partout dans le monde, aux informations techniques précieuses et très complètes contenues dans les documents de brevet. S'agissant du droit d'auteur et des droits connexes, les organismes de gestion collective ont été parmi les premiers à utiliser les nouvelles technologies de l'information pour concéder des licences pour l'utilisation des répertoires internationaux d'œuvres protégées et distribuer les recettes aux nombreux détenteurs de droits répartis dans les différents pays. Les technologies des communications permettront aux sociétés de perception d'améliorer les services qu'elles offrent tant aux détenteurs de droits qu'aux utilisateurs de matériels protégés. Les systèmes de gestion électronique du droit d'auteur permettront peut-être l'octroi de licences et la distribution de recettes au niveau individuel dans des zones où, en raison du nombre des œuvres, des détenteurs de droits et des utilisateurs, il a été jusqu'à maintenant nécessaire de prévoir des arrangements collectifs.

22. Les notions et principes fondamentaux de la propriété intellectuelle ont survécu à un siècle de changement économique, social et technologique rapide. Il apparaît que les objectifs traditionnels du système, qui se reflètent dans les règles internationales actuelles, restent valables même dans le cyberspace. Cela donne à penser que la mise en œuvre de l'Accord sur les ADPIC contribuerait pour beaucoup à faciliter le développement du commerce électronique et de l'infrastructure nécessaire. Par ailleurs, l'évolution technologique et économique a souvent rendu nécessaire l'ajustement des catégories existantes de droits de propriété intellectuelle et la création de nouveaux types de droits, tout en donnant lieu à de nouveaux problèmes quand il s'agissait de les faire valoir. De même, le développement des réseaux électroniques mondiaux a soulevé de nouveaux types de questions qui devront peut-être être réglées aux niveaux national et/ou international. Les paragraphes qui suivent traitent de certaines des questions qui se sont posées dans le domaine du droit d'auteur et des droits connexes, des marques de fabrique ou de commerce et des autres signes distinctifs. La liste des questions traitées n'est pas exhaustive et il est probable que de nouveaux problèmes surgiront à mesure que le commerce par les réseaux téléinformatiques se développera.

23. Nous parlerons d'abord des problèmes liés au fait qu'il est difficile de déterminer quelles lois sont applicables dans certaines situations. Nous nous sommes contentés d'examiner ci-après la question sous l'angle du droit d'auteur et des droits connexes, ainsi que des marques, mais il est à noter que ces problèmes tiennent à une question juridique plus générale qui a trait au caractère "sans frontières de l'Internet et au fait qu'il est difficile de déterminer si des lois et réglementations d'application territoriale sont valables pour des activités menées sur un réseau mondial. Pour trouver des solutions viables à ces questions dans le domaine de la propriété intellectuelle ainsi que dans d'autres domaines, il faudra que les gouvernements et les agents du secteur privé renforcent leur coopération.

³ Voir l'article 7 de l'Accord sur les ADPIC.

⁴ Certains offices de propriété intellectuelle échangent déjà des renseignements *via* l'Internet. En mars 1998, les Assemblées des États membres de l'OMPI ont approuvé l'établissement d'un réseau mondial d'information pour les offices de propriété intellectuelle (WIPONET).

Droit d'auteur et droits connexes

24. Les techniques numériques ont déjà modifié fondamentalement la façon dont les matériels protégés sont créés, produits et utilisés. Elles ont aussi donné lieu à la création de nouveaux types de produits, notamment les programmes d'ordinateur et les bases de données informatiques. L'Internet et les autres réseaux téléinformatiques offrent maintenant un nouveau moyen de distribuer les matériels protégés. Toutefois, la sécurité d'une telle distribution est une condition préalable à la pleine exploitation de ces nouvelles possibilités. Les titulaires du droit d'auteur hésiteront à mettre leurs matériels protégés sur l'Internet s'ils craignent que leurs phonogrammes, films, ou programmes d'ordinateur par exemple soient diffusés ou copiés sans aucun contrôle, ce qui sera lourd de conséquences pour les secteurs d'activité donnant prise au droit d'auteur. Par ailleurs, les fournisseurs de services et autres personnes qui contribuent à mettre les matériels à la disposition des utilisateurs finals auront besoin de règles précises pour pouvoir prévoir comment développer leurs services.

25. L'Accord sur les ADPIC oblige les Membres de l'OMC à satisfaire aux obligations fondamentales énoncées dans l'Acte de Paris (1971) de la Convention de Berne pour la protection des œuvres littéraires et artistiques (la Convention de Berne). Les principes traditionnels du droit international en matière de droit d'auteur figurant dans la Convention de Berne, qui a été conclue en 1886 et actualisée par des révisions périodiques, se sont avérés suffisamment flexibles pour s'appliquer à de nouvelles catégories d'œuvres et manières de créer et d'utiliser des matériels protégés dans l'environnement numérique. Le droit de reproduction, prévu dans la Convention de Berne et incorporé par référence dans l'Accord sur les ADPIC, reste un élément central de la protection, même dans l'environnement numérique. L'Accord sur les ADPIC renforce l'application de ce droit et des autres droits énoncés dans la Convention de Berne en prévoyant des moyens plus efficaces de les faire respecter, la surveillance du respect des obligations et la mise en œuvre du mécanisme de règlement des différends.

26. Outre qu'il prescrit le respect des règles fondamentales de la Convention de Berne, l'Accord sur les ADPIC clarifie certains points particuliers ou inclut de nouveaux éléments. S'agissant des techniques numériques, il confirme que les programmes d'ordinateur, qu'ils soient exprimés en code source ou en code objet, doivent être protégés en tant qu'œuvres littéraires, et précise que les bases de données et autres compilations de données ou d'autres éléments doivent être protégés comme telles par le droit d'auteur même lorsqu'elles incluent des données qui ne sont pas protégées par ce droit. Les communications en ligne ont posé de nouvelles questions, lesquelles font l'objet de deux nouveaux traités de l'OMPI sur le droit d'auteur qui ont été adoptés en décembre 1996 (voir l'annexe pour de plus amples détails).

27. Quand nous examinons l'incidence des techniques numériques sur le droit d'auteur et les droits connexes, nous ne devons pas perdre de vue le fait que le danger le plus immédiat pour les secteurs d'activité donnant prise au droit d'auteur, c'est que des exemplaires pirates d'enregistrements sonores, de films, de logiciels, de CD-ROM, etc. soient produits et distribués par des moyens traditionnels. Ces produits sont de plus en plus exposés au piratage, étant donné qu'il est très facile de faire des copies par des moyens numériques, que leur coût baisse et que l'information numérique peut être copiée et recopiée sans que la qualité en souffre. A cet égard, l'Accord sur les ADPIC vise à assurer que les détenteurs de droits de propriété intellectuelle disposent de moyens efficaces pour faire valoir ces droits. Il prévoit aussi des droits de location pour les programmes d'ordinateur et les phonogrammes et, dans certaines situations, les œuvres cinématographiques, car la location non contrôlée de ces œuvres, que ce soit sous forme numérique ou sous une forme analogue, peut conduire à la réalisation largement répandue des copies non autorisées. En outre, les Membres de l'OMC sont convenus de coopérer en vue d'éliminer le commerce international de marchandises portant atteinte aux droits de propriété intellectuelle. Les résultats obtenus dans la lutte contre les formes traditionnelles de piratage et la coopération accrue entre les organismes chargés de faire respecter les

droits seront aussi utiles quand il s'agira de réagir à d'éventuelles nouvelles formes de piratage en ligne.

28. Nous ne devons pas sous-estimer les problèmes que les réseaux de communications mondiaux posent pour ce qui est de la réglementation en matière de droit d'auteur et de droits connexes et des moyens de faire respecter ces droits, mais nous devons aussi penser aux énormes possibilités que ces réseaux offrent. En effet, l'Internet permet aux consommateurs d'avoir accès à une large gamme d'informations et de produits culturels, quel que soit l'endroit où ils résident, et, pour les auteurs, éditeurs et producteurs, il peut abaisser le coût d'accès au marché mondial et réduire les obstacles à cet accès. Les coûts et les délais des transactions devraient diminuer rapidement. Toutefois, pour que ce scénario favorable se concrétise, il faut que les gouvernements et le secteur privé soient capables de définir et de mettre en œuvre un ensemble approprié de mesures réglementaires, contractuelles et techniques et de mieux faire comprendre au public le rôle du droit d'auteur et des droits connexes dans la société de l'information.

Marques de fabrique ou de commerce et autres signes distinctifs

29. La protection des marques de fabrique ou de commerce et des autres signes distinctifs vise à garantir et à encourager une concurrence loyale entre les producteurs et à protéger les consommateurs en leur permettant de choisir en toute connaissance de cause entre divers biens et services. Dans le commerce électronique, la reconnaissance des marques est essentielle pour les fournisseurs de biens et de services. Les consommateurs qui achètent des produits et des services à distance devront peut-être de plus en plus s'en remettre à la réputation attachée à une marque de fabrique ou de commerce et aux autres signes distinctifs car il ne leur est pas possible d'établir un contact personnel avec le vendeur ni d'inspecter les produits ou services avant de les acheter.

30. L'Accord sur les ADPIC prévoit que tout signe, ou toute combinaison de signe, propre à distinguer les produits ou les services d'une entreprise de ceux d'autres entreprises sera propre à constituer une marque de fabrique ou de commerce. Pour obtenir une protection, une entreprise fait généralement enregistrer une marque dans chacun des pays dans lesquels elle opère.⁵ L'enregistrement se fait pour des produits ou services spécifiés. Le titulaire d'une marque enregistrée a le droit exclusif d'empêcher les tiers de faire usage au cours d'opérations commerciales de signes identiques ou similaires à ceux pour lesquels la marque est enregistrée dans les cas où un tel usage entraînerait un risque de confusion. L'Accord énonce des obligations additionnelles pour ce qui est des marques notoirement connues: l'enregistrement d'une marque doit être refusé ou radié et l'usage de la marque doit être interdit s'il y a conflit avec une marque notoirement connue.

31. L'usage des marques sur l'Internet soulève plusieurs questions. Dans quelles circonstances et dans quelle(s) juridiction(s) un tel usage constitue-t-il une atteinte à une marque enregistrée? S'il est considéré que l'usage constitue une atteinte dans un pays, quelles mesures correctives faudrait-il prévoir, en particulier lorsque la transmission se fait à partir d'un autre pays? En vertu des lois nationales, l'usage d'une marque peut être une condition de l'enregistrement ou du maintien de l'enregistrement; l'usage d'une marque sur l'Internet répond-il à ces prescriptions et, dans l'affirmative, dans quels pays? Des marques identiques ou similaires peuvent appartenir à des personnes différentes dans des différents pays; l'usage de ces marques sur l'Internet par un ou plusieurs titulaires de droit peut entraîner des conflits. Le système actuel d'enregistrement des marques au niveau territorial est-il suffisant pour le marché électronique sans frontières qui se profile?

⁵ Il est possible d'obtenir la protection d'une marque dans plus d'un pays en s'adressant à certains offices régionaux de marques. L'Arrangement de Madrid concernant l'enregistrement international des marques prévoit que l'enregistrement international des marques se fait auprès du Bureau international de l'OMPI.

32. Une question spécifique dont on s'est beaucoup préoccupé est celle de la relation entre les marques de fabrique ou de commerce et les noms de domaine de l'Internet.⁶ Certains des problèmes qui se posent tiennent au fait que, pour chaque nom de domaine du premier niveau, il ne peut y avoir qu'un nom de domaine donné du deuxième niveau, lequel est généralement attribué selon le principe "premier venu, premier servi". Par ailleurs, les mêmes marques peuvent coexister dans différentes catégories de produits ou de services et sur différents territoires. En outre, il y a eu des problèmes comme celui du "stockage" des noms de domaine du deuxième niveau correspondant à des marques notoirement connues dans le but de les vendre aux titulaires de marques. Parallèlement, les noms de domaine faciles à mémoriser sont eux-mêmes devenus des biens de grande valeur commerciale, apparentés à la propriété intellectuelle. L'une des questions posée est celle de savoir dans quelles circonstances et dans quelle(s) juridiction(s) l'usage d'un nom de domaine qui est identique ou similaire à une marque peut constituer une atteinte à une marque, et quelles mesures correctives le titulaire de la marque devrait avoir à sa disposition. Il faut examiner cette question plus avant pour déterminer si les problèmes susmentionnés exigent une adaptation de la protection internationale des marques. Les conflits entre les marques et les noms de domaine posent aussi une question plus générale, qui ne se limitent pas à la propriété intellectuelle, à savoir la meilleure façon de concevoir la gestion du système des noms de domaine.⁷

33. Nous nous sommes surtout intéressés aux marques, mais il est à noter que des questions analogues peuvent se poser au sujet des autres signes distinctifs protégés par des droits de propriété intellectuelle. Pour ce qui est des indications géographiques, l'Accord sur les ADPIC prescrit que les parties intéressées doivent avoir les moyens juridiques d'empêcher l'utilisation des indications qui peuvent induire le public en erreur quant à l'origine géographique du produit, et toute utilisation qui constitue un acte de concurrence déloyale. Une protection additionnelle est prévue en ce qui concerne les indications géographiques pour les vins et les spiritueux. Les autres catégories pertinentes de signes distinctifs incluent les emblèmes des États et les noms commerciaux.

⁶Les noms de domaine font partie du système d'adressage de l'Internet, qui comprend deux éléments. Chaque ordinateur a son adresse de protocole Internet, identificateur numérique qui ressemble beaucoup à un numéro de téléphone. Ces identificateurs numériques sont couplés avec des noms de domaine, qui sont des substituts faciles à utiliser des identificateurs numériques. Un nom de domaine saisi sur ordinateur est automatiquement converti en un identificateur numérique. Par exemple, le site Web de l'OMC peut être trouvé à l'adresse suivante: <http://www.wto.org>. Le préfixe <http://www> indique le protocole à utiliser et signale que le site se trouve sur le Web. Le nom de domaine doit avoir au moins deux parties: un nom de domaine du premier niveau (TLD), en l'occurrence ".org", et un nom de domaine du deuxième niveau (SLD), en l'occurrence "wto". Toute personne, quel que soit son pays, peut s'enregistrer dans les principaux TLD génériques (gTLD, appelés aussi TLD internationaux), actuellement .com, .org, et .net. Le plus populaire est .com, qui est réservé aux entités commerciales. Les TLD de codes de pays à deux lettres, qui utilisent les codes de pays ISO 3166 (par exemple .ch pour la Suisse), sont réservés aux entités d'un pays donné.

⁷ La relation entre les noms de domaine de l'Internet et les marques a été traitée dans le cadre de deux initiatives récentes destinées à développer le système des noms de domaine de l'Internet, à savoir un Mémoire d'accord sur l'espace de nom de domaine du premier niveau générique du système de nom de domaine d'Internet, signé à Genève le 1^{er} mai 1997, et une déclaration de politique sur la gestion des noms et adresses Internet, publiée par le Département du commerce des États-Unis le 5 juin 1998. S'agissant de cette déclaration de politique, l'OMPI a annoncé le 8 juillet 1998 qu'elle engagerait un processus international visant à élaborer des recommandations concernant les questions de propriété intellectuelle associées aux noms de domaine d'Internet, y compris le règlement des différends portant sur les noms de domaine.

Accord sur les marchés publics

34. Il est probable que le développement du commerce électronique aura de fortes incidences sur les marchés publics et les règles internationales qui les régissent. L'utilisation croissante de l'électronique transforme les procédures d'achat des pouvoirs publics car la publication des avis, la qualification, la présentation des soumissions, la sélection, le paiement et, dans certains cas, la livraison peuvent désormais s'effectuer par voie électronique. Outre qu'ils rendent plus efficaces les procédures et les pratiques traditionnelles de passation des marchés, les outils électroniques pourraient conduire à l'application de nouvelles méthodes dans ce domaine; par exemple, les procédures électroniques de qualification faciliteraient les appels d'offres sélectifs, les appels d'offres pour des contrats-cadres et la sélection de produits courants dans des catalogues électroniques. En même temps, l'utilisation du commerce électronique par les pouvoirs publics pose des problèmes qui sont, pour la plupart, les mêmes que ceux que soulève son utilisation par le secteur privé: garantie de la protection et de la sécurité des données, compatibilité des systèmes et règlement de questions juridiques telles que l'acceptation des signatures numériques et des reçus électroniques.

35. Si un certain nombre de Membres de l'OMC – développés, en transition et en développement – cherchent à employer des moyens électroniques de communication pour rendre plus efficaces les procédures de passation des marchés publics, ils en sont à des stades différents de ce processus. Certains n'ont pas encore atteint le stade de la mise en œuvre alors que d'autres ont adopté, en totalité ou en partie, les technologies de l'information, en particulier l'Internet, pour la publication des avis sur les possibilités de marchés; d'autres sont allés encore plus loin en permettant aussi de demander et peut-être de fournir le dossier d'appel d'offres par ces moyens électroniques; et certains ont déjà lancé des projets pilotes dans le cadre desquels la plus grande partie possible du processus de passation des marchés, en particulier toutes les communications entre les entités contractantes et les soumissionnaires, se fait par voie électronique. Le stade atteint à l'intérieur de chaque pays varie souvent selon les entités, la valeur du contrat et le type des produits ou des services achetés.

36. Les principales règles de l'OMC qui s'appliquent aux marchés publics figurent dans l'Accord sur les marchés publics dont 26 Membres de l'OMC sont signataires.⁸ L'article XXIV:8 de l'Accord prévoit des consultations et, si nécessaire, la négociation de modifications de l'Accord à mesure que l'utilisation des technologies de l'information dans le domaine des marchés publics se développera. Les consultations devraient notamment viser à assurer: i) que l'utilisation des technologies de l'information contribue à faire en sorte que la passation des marchés publics se fasse de manière ouverte, non discriminatoire et efficace au moyen de procédures transparentes; ii) que les marchés visés par l'Accord soient clairement identifiés; et iii) que tous les renseignements disponibles concernant un marché particulier puissent être identifiés. Il est aussi indiqué dans ces dispositions que lorsqu'une Partie envisagera d'introduire des innovations, elle s'efforcera de tenir compte des vues exprimées par d'autres Parties au sujet des problèmes qui risquent de se poser.

37. En outre, l'article XXIV:7 b) et c) de l'Accord prévoit que des négociations auront lieu, au plus tard fin 1998, en vue d'améliorer l'Accord et d'en étendre la portée.

38. Pour préparer ces négociations, les Parties ont engagé un examen de l'Accord conformément à une décision à cet effet figurant dans le rapport du Comité des marchés publics à la Conférence ministérielle de Singapour de 1996 (GPA/8). Dans le cadre d'un examen visant à simplifier et à améliorer l'Accord, le Comité travaille sur les technologies de l'information depuis février 1997. Ces travaux portent notamment sur l'examen des modifications qu'il serait possible d'apporter aux dispositions de l'Accord pour tenir compte de l'évolution récente des technologies de l'information, sur

⁸ Canada; Communauté européenne et ses États membres; Corée; États-Unis; Hong Kong, Chine; Israël; Japon; Liechtenstein; Norvège; Pays-Bas pour le compte d'Aruba; Singapour et Suisse.

la question de savoir si les entités contractantes devraient avoir la possibilité d'utiliser des moyens électroniques de publication et de communication au lieu des moyens utilisant des supports papier et sur la possibilité de réduire les délais minimaux à prévoir pour permettre aux fournisseurs de soumissionner, compte tenu de la rapidité des communications électroniques. À sa réunion du 25 juin 1998, le Comité est convenu de fixer pour objectif pour l'achèvement des négociations sur la simplification et l'amélioration de l'Accord la troisième session de la Conférence ministérielle (GPA/M/9).

Groupe de travail de la transparence des marchés publics

39. Le Groupe de travail de la transparence des marchés publics a été établi à la Conférence ministérielle de Singapour de 1996 afin "d'effectuer une étude sur la transparence des pratiques de passation des marchés publics, en tenant compte des politiques nationales, et, sur la base de cette étude, d'élaborer des éléments à inclure dans un accord approprié". Depuis novembre 1997, le Groupe débat des questions dont il est saisi et, dans le cadre de son examen des "autres questions relatives à la transparence", il s'est intéressé aux incidences de l'application des technologies de l'information dans le domaine des marchés publics sur la transparence. Il a été déclaré au sein de ce groupe qu'il faudrait trouver un équilibre afin qu'un accord sur la transparence ne constitue pas un obstacle inutile au progrès dans le domaine des technologies de l'information et autorise l'utilisation croissante de ces technologies pour la passation des marchés publics dans les Membres, tout en faisant en sorte qu'en raison du manque d'uniformité entre les niveaux de développement atteints par les différents pays dans ce domaine, l'utilisation de ces technologies soit facultative et que ces outils ne portent pas atteinte au principe fondamental de la transparence, qui est de garantir à tous l'accès à l'information. Il a aussi été indiqué que la mise au point d'outils et la fourniture de matériel pour l'application des technologies de l'information étaient des tâches qui relèveraient des activités de coopération technique dans le cadre d'un futur accord sur la transparence.

Accord sur la mise en œuvre de l'article VII de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994

40. Dans le domaine de l'évaluation en douane, le Comité de l'évaluation en douane de l'OMC a adopté, à sa réunion de mai 1995, la Décision sur l'évaluation des supports informatiques de logiciels destinés à des équipements de traitement des données, qui avait initialement été adoptée par le Comité du Tokyo Round en 1984. Cette décision s'applique en cas d'importation de supports informatiques de logiciels, c'est-à-dire de bandes ou de disquettes contenant des données, et offre aux Membres deux possibilités: elle les autorise à prélever des droits sur la base soit de la valeur du support informatique (qui est négligeable), soit de la valeur du support informatique et de la valeur de logiciel (qui est habituellement élevée). Quelle que soit la pratique adoptée, elle doit être appliquée sur une base NPF et être notifiée au Comité.

Déclaration ministérielle sur le commerce des produits des technologies de l'information

41. La Déclaration ministérielle sur le commerce des produits des technologies de l'information, habituellement appelée Accord sur les technologies de l'information (ATI), vise à éliminer les droits de douane et autres droits et impositions sur une large gamme de produits des technologies de l'information d'ici l'an 2000. Les produits visés sont énumérés dans la Déclaration et appartiennent généralement à l'un des six groupes suivants: ordinateurs, matériel de télécommunication, semi-conducteurs, matériel de fabrication et d'essai de semi-conducteurs, logiciels et instruments scientifiques. Ces produits constituent l'infrastructure matérielle du commerce électronique. Quarante-quatre signataires de la Déclaration ministérielle ont présenté leurs listes de concessions pour ces produits et abaisseront leurs droits de douane en conséquence.

Facilitation des échanges

42. Les Ministres ayant chargé à Singapour le Conseil du commerce des marchandises d'entreprendre des travaux exploratoires et analytiques, en s'inspirant des travaux des autres organisations internationales compétentes, au sujet de la simplification des procédures commerciales pour voir s'il y avait lieu d'établir des règles de l'OMC dans ce domaine, celui-ci poursuit ses travaux sur cette question. Ces travaux portent notamment sur le rôle que peut jouer le commerce électronique dans la facilitation des mouvements transfrontières des biens et services, en particulier dans le secteur des transports et dans le contexte de l'administration douanière. La gestion informatique des données reçues, manipulées et envoyées par voie électronique par les commerçants, les autorités administratives et les autres participants aux transactions commerciales, offre d'énormes possibilités d'économie de temps et d'argent, à la fois pour les pouvoirs publics et pour les importateurs et les exportateurs, et peut permettre à de nombreuses petites et moyennes entreprises d'engager pour la première fois des opérations internationales. Il est bien connu que les technologies de l'information constituent un outil essentiel qui contribue à la modernisation et à la simplification des procédures et des contrôles douaniers, notamment l'application des techniques d'évaluation des risques qui permettraient un examen sélectif des expéditions. L'élimination de ces obstacles administratifs "invisibles" et de ces facteurs de coût garantirait la pleine réalisation des avantages offerts par les engagements en matière d'accès aux marchés. Dans le cadre de la révision actuelle de la Convention de Kyoto pour la simplification et l'harmonisation des régimes douaniers (menée sous les auspices de l'Organisation mondiale des douanes), il est souvent fait référence à l'utilisation des technologies de l'information par l'administration douanière et des lignes directrices seront établies pour garantir l'application, par ces administrations, des meilleures pratiques dans ce domaine.

Déclaration sur le commerce électronique mondial

43. La Déclaration ministérielle sur le commerce électronique mondial adoptée le 20 mai 1998 (WT/MIN(98)/DEC/2) contient deux éléments essentiels:

44. Tout d'abord, le Conseil général est invité, d'ici à sa prochaine réunion en session extraordinaire, à établir un programme de travail global pour examiner toutes les questions liées au commerce qui se rapportent au commerce électronique mondial, y compris les questions identifiées par les Membres. Le programme de travail fera intervenir les organes pertinents de l'OMC, prendra en compte les besoins de l'économie, des finances et du développement des pays en développement et reconnaîtra que des travaux sont déjà effectués dans d'autres enceintes internationales. Le Conseil général devrait élaborer un rapport sur l'avancement du programme de travail et d'éventuelles recommandations en vue d'une action à présenter à la troisième session de la Conférence ministérielle.

45. Deuxièmement, les Membres ont déclaré que sans préjudice de l'issue du programme de travail ni des droits et obligations découlant pour eux des Accords de l'OMC, ils maintiendraient leur pratique actuelle, qui est de ne pas imposer de droits de douane sur les transmissions électroniques. Lorsqu'il fera rapport à la troisième session de la Conférence ministérielle, le Conseil général réexaminera cette déclaration, dont la reconduction sera décidée par consensus, compte tenu de l'avancement du programme de travail.

ANNEXE

Les communications en ligne et les nouveaux traités de l'OMPI sur les questions de droit d'auteur

1. Deux nouveaux traités importants sur les questions de droit d'auteur ont été adoptés sous les auspices de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) en décembre 1996: le Traité de l'OMPI sur le droit d'auteur (WCT) et le Traité de l'OMPI sur les interprétations et exécutions et les phonogrammes (WPPT). Ils sont entrés en vigueur trois mois après que 30 instruments de ratification ou d'adhésion eurent été déposés auprès du directeur général de l'OMPI par des États.⁹ Ces nouveaux instruments sont des traités autonomes, qui reposent sur la Convention de Berne et l'Accord sur les ADPIC, mais vont plus loin à certains égards. Leur mise en œuvre favorisera considérablement l'instauration d'un environnement juridique sûr et prévisible qui encouragera le développement du commerce électronique faisant intervenir la distribution en ligne de matériels protégés.¹⁰

2. Les principales améliorations, en ce qui concerne l'utilisation des œuvres et phonogrammes sur l'Internet et les autres réseaux de communications, se rapportent au droit de communication, à la neutralisation des mesures techniques et à l'intégrité de l'information sur le régime des droits. Les auteurs, les artistes interprètes ou exécutants et les producteurs de phonogrammes jouissent du droit exclusif d'autoriser la communication au public ou la mise à la disposition du public de leur matériel protégé, par fil ou sans fil, de manière que chacun puisse y avoir accès de l'endroit et au moment qu'il choisit de manière individualisée. Ce droit couvre par exemple la livraison sur demande d'œuvres sur l'Internet (article 8 du WCT et articles 10 et 14 du WPPT). Les Traités reconnaissent que les mesures techniques utilisées par les détenteurs de droits contribuent à assurer une protection efficace. Pour assurer l'efficacité de ces mesures, les parties contractantes doivent prévoir une protection juridique appropriée et des sanctions juridiques efficaces contre la neutralisation des mesures techniques efficaces qui sont mises en œuvre par les auteurs, les artistes interprètes ou exécutants ou les producteurs de phonogrammes dans le cadre de l'exercice de leurs droits et qui restreignent l'accomplissement, à l'égard de leur matériel protégé, d'actes qui ne sont pas autorisés par les auteurs concernés ou permis par la loi (article 11 du WCT et article 18 du WPPT). L'octroi de licences individuelles et la gestion collective des matériels protégés sur l'Internet peuvent être facilités par l'information électronique sur le régime des droits qui peut être jointe aux exemplaires d'œuvres ou d'autre matériel sous forme numérique. Les Traités disposent que les parties contractantes doivent prévoir des sanctions juridiques appropriées et efficaces contre toute personne qui, sans y être habilitée, supprime ou modifie toute information ou distribue des exemplaires de matériel protégé en sachant que des informations ont été supprimées ou modifiées sans autorisation et sait ou, pour ce qui relève des sanctions civiles, a des raisons valables de penser que cet acte va entraîner, permettre,

⁹ Les traités ont été ouverts à la signature jusqu'à la fin de 1996. Le WCT, compte 51 signataires, le WPPT 50 signataires. A l'heure actuelle, deux pays ont ratifié le WCT et un pays a ratifié le WPPT.

¹⁰ Certaines questions ne sont pas couvertes par les traités et elles doivent être définies au niveau national. C'est le cas, par exemple, de la responsabilité des fournisseurs de services en ligne et de la portée du droit de reproduction (les reproductions temporaires qui sont produites lorsque le matériel protégé est communiqué par l'Internet sont-elles couvertes par ce droit?). Ces deux questions se rapportent à la question plus générale de savoir quelle(s) loi(s) devrai(en)t s'appliquer à l'utilisation de matériel protégé sur l'Internet. Par ailleurs, étant donné que l'Internet ne connaît pas les frontières, il est parfois difficile de déterminer le "pays d'origine" des œuvres publiées pour la première fois sous forme électronique. Le projet d'article 3 de la Proposition de base concernant les dispositions de fond du traité sur certaines questions relatives à la protection des œuvres littéraires et artistiques soumises à l'examen de la Conférence diplomatique (document CRNR/DC/4 de l'OMPI) contenait des précisions à ce sujet, mais cette disposition n'a pas été incluse dans le texte final du Traité de l'OMPI sur le droit d'auteur.

faciliter ou dissimuler une atteinte à un droit prévu par les Traités (article 12 du WCT et article 19 du WPPT).

3. Tant l'Accord sur les ADPIC que le Traité de l'OMPI sur le droit d'auteur reconnaissent que la protection par le droit d'auteur couvre les compilations de données ou d'autres éléments qui, par le choix ou la disposition des matières, constituent des créations intellectuelles. Lors de la préparation de la Conférence diplomatique au cours de laquelle les nouveaux Traités susmentionnés ont été adoptés, on s'est demandé s'il était nécessaire de compléter ces dispositions en prévoyant une protection additionnelle pour les éléments économiquement intéressants des bases de données qui exigent l'investissement de ressources humaines, techniques et financières considérables mais ne bénéficient pas toujours de la protection par le droit d'auteur. Bien que la Conférence n'ait pas pris de décision au sujet du projet de traité concernant cette question qui lui était soumis pour examen, les délégations participantes ont reconnu que les bases de données étaient un élément extrêmement important pour la mise en place d'une infrastructure de l'information mondiale et ont dit qu'elles souhaitaient examiner plus avant les conséquences et avantages possibles d'un système *sui generis* de protection des bases de données au niveau international. Cet examen est en cours sous les auspices de l'OMPI.
